

## **L'analyseur comme dispositif du rapport entre " le central " et " le local "**

### **Le cas de la relation CIVD/PARIS 8**

#### **Introduction**

Cet article a un double objectif. Il se propose dans un premier temps de présenter le Centre Interculturel de Vincennes à Saint-Denis (CIVD) dans ses rapports à l'institution d'accueil, l'Université de Paris 8-Vincennes à Saint-Denis à la lumière des concepts d'"analyseur" et de "dérangement" tels qu'ils sont définis respectivement par René Lourau et Patrice Ville. Dans un deuxième temps, il analysera la relation entre CIVD et Paris 8 sous l'angle d'un conflit entre pouvoir central (" le central ") et réalité locale (" le local ") ce qui nous permettra éventuellement de tirer des conclusions sur la réalité politique et sociale actuelle.

L'article s'articulera autour de trois axes. Le premier axe est une présentation sommaire de la genèse et du parcours de CIVD. Le second, l'analyse de l'expérience de celui-ci à travers les notions d'analyseur et de dérangement en relation avec l'Université de Paris 8. Le troisième, le conflit entre CIVD et Paris 8 comme exemple-pilote susceptible de nous fournir des éléments pour mieux comprendre sur un plan plus général le blocage qui peut s'opérer parfois entre le " central " et le " local " .

#### **La genèse du CIVD**

Le CIVD est une association loi 1901 qui a été créée en 1984 et domiciliée à Paris 8. Il est né du désir de rappeler à Paris 8-Vincennes à Saint-Denis sa vocation d'internationalisme plus particulièrement tournée vers le Tiers-Monde, pour que cette université ne soit pas seulement un lieu fonctionnel d'études, mais aussi une réalité sociale où se développent des liens actifs et vivants entre des personnes d'origines différentes.

L'idée d'un Centre interculturel est partie de l'Unité d'Enseignement (UE) d'Annie Couëdel " Langue et création collective de projets " du département Communication/FLE l'année universitaire 1983-84. Ce cours avait deux caractéristiques : un objectif, la réalisation d'un journal interne de l'université (ECHO-graphie) et une problématique, la communication et la confrontation interculturelle. C'est à partir de ces caractéristiques, qui avaient placé les étudiants dans un rôle actif d'intervention à l'intérieur de l'université que s'est dégagée l'idée " d'en faire davantage " pour élargir les contacts interculturels, pour affirmer le rôle important des étudiants étrangers dans l'université, et la richesse de leur apport, et finalement pour faciliter leur insertion dans le milieu universitaire français. Ainsi, ce dispositif permettrait aux projets émanant du cours de trouver un prolongement et de constituer des réseaux à l'intérieur de l'université, entre l'université et son environnement immédiat, mais aussi avec les pays dont sont issus les étudiants de Paris 8.

Est apparue l'idée de créer un lieu qui donnerait la possibilité aux étudiants français et étrangers de se rencontrer, de confronter leurs itinéraires, et de concrétiser ce qui au fond a toujours été - sous des formes idéologiques diverses - une ambition de Vincennes : inventer

une nouvelle culture. Le nom fut vite trouvé : “ Centre Interculturel ”, et le projet suscita l’intérêt passionné d’étudiants, de membres du personnel de l’université et d’enseignants. Encore fallait-il frapper un grand coup pour lancer l’idée, obtenir reconnaissance et crédit, atteindre davantage de personnes, etc. C’est alors que fut décidée - dans l’enthousiasme - l’organisation d’un festival interculturel pour la fin de l’année universitaire 1983-1984, diverses Unités de Valeurs (UV) du FLE se donnant pour thème la préparation de cette manifestation. Pour les étudiants, pour les enseignants aussi et les membres du personnel, cet événement fut une ouverture : classiques et routiniers aux yeux d’un regard superficiel, ils surent trouver ou retrouver un esprit d’initiative et une originalité que les sceptiques ne leur reconnaissaient pas jusqu’alors. Une chose en tout cas est évidente pour tous : que l’énorme potentiel de l’Université peut “ précipiter ” en des réalisations qui donnent aux murs de notre lieu de travail une véritable vitalité culturelle<sup>1</sup>.

### **Le parcours du CIVD**

On peut distinguer deux étapes : celle allant de 1984 à 1990 où les activités vont se dérouler plus particulièrement dans l’enceinte de l’université et une seconde étape, de 1990 à 2001, où le CIVD, faute de liberté d’action dans ce cadre, va développer des projets internationaux.

### **Période où les activités se déroulent principalement à l’université et sur le plan national**

De 1984 à 1988, les activités du CIVD sont pour une bonne part à l’initiative d’étudiants et d’enseignants de différents départements, de tous cycles ou filières (département Communication/FLE, Littérature, Education, Communication, Animation, Filière africaine, départements d’Arts, Allemand, Sciences de l’Education, Sociologie, etc). Les étudiants peuvent poursuivre les projets qui ont émergé des cours dans le cadre du CIVD avec le soutien d’enseignants, de IATOS ou d’étudiants qui composent le CIVD. D’emblée se sont développés des journées à thème comme, par exemple, une journée interculturelle en liaison avec Convergence “ La France c’est comme une mobylette pour avancer il faut du mélange ” (30/11/1984), des journées sur l’Inde, le Chili, l’Afrique, etc. une journée contre le nucléaire (février 85), “ La lutte des femmes dans le monde ” (8-9 mars 1985), un “ Hommage à Jean Genet ” avec la représentation *Les Bonnes* avec la participation de l’Université et le département Théâtre (26/04/1986)) ; Un programme d’échanges européens dans le cadre de l’OFAJ en liaison avec la Fachhochschule de Hambourg et un institut universitaire de Milan ; la participation à de nombreux colloques<sup>2</sup>.

---

1 Site du CIVD : <http://www.ipt.univ-paris8.fr/~civd/parcours>

2 Interventions du CIVD dès sa création : à Dijon, “ Action culturelle en milieu universitaire ” (14-17 novembre 1984) sous le haut patronage de l’Education nationale et du Ministre de la Culture : communication du CIVD “ Cultures/pédagogie/politique ” A. Couédel, M. Courtois, M. Daghari ; A Toulouse Le Mirail (juin 1985), “ L’interculturel en éducation et en sciences humaines ” avec la participation de M.J. Courtois et A. Biquard ; A Saint-Etienne (22-23 mai 1986) : “ Insertion et formation des étudiants étrangers dans les systèmes universitaires ”, intervention : “ De nouvelles frontières pour l’enseignement d’une langue seconde ” Annie Couédel, Françoise Chiclet, Jean-Pierre Soucaille et la participation de cinq étudiants du CIVD.

En un mot, Le CIVD se retrouve sur de multiples terrains aussi bien informels qu'institutionnels avec un désir constant : celui d'agir pour une meilleure communication entre personnes et/ou communautés et pour encourager la mise en place de dispositifs permettant que se construise un véritable interculturelité. Lors des Etats Généraux faisant suite à la large mobilisation des étudiants et des lycéens en 1986, les membres du CIVD diffuseront un appel aux universités " Pour une interculturelité élargie ", incitant l'ensemble des universités à créer des Centres Interculturels dans leurs établissements.

En 1987, le Président, après de multiples démarches engagées par des usagers de l'Université de toutes catégories et de toutes tendances politiques, attribuera un local. Le CIVD aura alors les moyens de mettre en place son 5° festival interculturel en relation avec le Festival Caraïbes de la Seine Saint-Denis. Se déroulera à cette occasion un important colloque à Paris 8 (22 mai au 1° juin 1988) soutenu par la Présidence et financé en partie par le Conseil scientifique et le Conseil d'administration. Cette même année, la responsable du CIVD sera mandatée par la Présidente pour discuter lors d'une rencontre à Hambourg de la possibilité d'institutionnaliser les échanges d'étudiants entre Paris 8 et la Fachhochschule de Hambourg dans le cadre du programme ERASMUS qui est en train de se mettre en place.

A la rentrée 1988-89, alors que le festival a remporté un immense succès à l'université comme dans toute la Seine-Saint-Denis, on commence à percevoir un changement radical de la part des autorités de l'université, voire même une hostilité à l'égard du Centre Interculturel. L'administration tâche d'empêcher l'organisation de deux journées sur *la violation des droits de l'homme dans le monde*, en refusant entre autres d'attribuer des salles. Cette entrave au bon déroulement de ces journées survient après la tentative faite par la Présidente de démanteler le département Communication/FLE. Les étudiants du CIVD vont engager un combat acharné pour sauver le département et leurs enseignants qu'on a tenté de discréditer. Ils mobiliseront l'Université en faisant signer massivement une motion de soutien et en dénonçant la politique de l'université à l'égard des étudiants étrangers.

### **Période tournée principalement vers des activités internationales**

A partir de cette période, tout va être mis en œuvre pour décourager les étudiants à poursuivre toutes activités. Le 28 mai 1990, le 6ème festival interculturel, " La Fac s'ouvre, se montre et fait la fête ", est censuré la veille du démarrage de ses activités alors que l'autorisation a été donnée par le Conseil d'administration et qu'un budget a été voté. C'est l'année suivante que se crée officiellement une association culturelle, Action Culturelle et Artistique (ACA), destinée à organiser et régir les activités culturelles de l'Université financées par les instances officielles, à " systématiser " et à " mettre de l'ordre " dans tout ce qui relève du culturel. C'est alors que l'armoire des archives du CIVD - qui se trouve dans un local blindé - disparaît. Et pour couronner le tout, en février 1992, le responsable administratif d'ACA (par ailleurs responsable du service général) donne les clefs du local à deux autres associations sans en aviser le CIVD. Nouvelle mobilisation, cette fois-ci pour récupérer le local. Malgré le découragement de certains, les activités continuent. Le CIVD doit sans cesse rendre des

comptes au responsable d'ACA qui ne cesse d'entraver son fonctionnement en contrôlant tout ce qui s'y passe, en ne donnant pas suite à des dossiers qui lui sont soumis (voire en les égarant) et en dénigrant systématiquement le Centre.

Avec ACA, seule a droit de cité la culture dominante et institutionnalisée. Il lui est reproché par les usagers de l'université d'avoir pour seul objectif le professionnalisme (ce qui n'est pas sa mission exclusive) et surtout d'exercer un droit de tutelle coercitif sur les associations culturelles qu'elle finance et dont elle gère le budget, et de ce fait d'empêcher que se développe toute vie associative à l'université. Dans un rapport rédigé à la suite d'une enquête menée auprès des étudiants pour l'atelier " Université lieu de vie et de culture " qui devait se tenir dans le cadre du séminaire de l'université ayant pour mission la préparation du plan quadriennal 1996-2001, les étudiants du CIVD soulignaient la non-prise en compte de leurs initiatives et insistaient surtout sur la manifestation d'une violence institutionnelle à leur égard, violence révélatrice de la crainte de l'institution de voir perturber un fonctionnement somme toute satisfaisant pour les enseignants et l'administration. L'université comme lieu de parole, de débats, de réflexion sur le monde contemporain n'est plus, pour l'instant à l'ordre du jour. C'est lors de ce séminaire que sera proposée une autonomisation des associations par rapport à ACA et la création d'une structure de soutien indépendante qui permette que se développe une véritable vie associative étudiante. L'appel ne sera pas entendu par l'Université.

À partir de là, le CIVD va donc devoir se tourner vers l'extérieur, seule possibilité de survivre en attendant des jours plus cléments pour poursuivre des activités dans l'enceinte de l'université. Vont se développer alors des projets internationaux tels que *Le Triangle de l'Ecumeur* reliant des universités de divers pays du monde (USA, Russie, Polynésie française, Colombie, Mexique) ou bien *A la rencontre d'un village ... Cultures croisées à Akoumapé* concernant la création d'une bibliothèque dans un " village " de trente mille habitants au Togo; ou bien encore la mise en place d'une revue de poésies interculturelles " Le matin déboutonné " et les " éditions du CIVD " ainsi que la participation à des colloques et des publications, à des journées d'études à l'île de la Réunion (commémoration de l'abolition de l'esclavage), au carnaval de Patras dont l'université est partie prenante.

### **Le CIVD comme générateur de " dérangement ", donc " analyste " <sup>3</sup>**

Tout d'abord, peut-on considérer le CIVD comme un analyste, au sens où l'entend Lourau, à savoir " ce qui permet de révéler la structure de l'institution, de la *provoquer*, de la *forcer à parler* " ? (Lourau R., 1970 :283). En effet, l'analyste par son action déviante menace le fonctionnement conformiste d'une institution. Lourau distingue trois types de " déviants ". Deux d'entre eux seront pris en compte ici : le " déviant idéologique " et celle de " déviant organisationnel " <sup>4</sup>

---

<sup>3</sup> Dans cet article, on vise principalement le rôle de CIVD comme analyste. Cependant, il est évident que la relation entre Paris 8 et CIVD est plus complexe. Elle comprend des relations personnelles, collectives, institutionnelles de plusieurs instances. Intervient également la dimension " temps ".

<sup>4</sup> René Lourau distingue aussi un troisième déviant, le " déviant libidinal " qui dans notre texte ne sera pas repris.

Le déviant idéologique est celui “ qui émet des doutes sur les finalités, la stratégie générale de l’organisation, essaie de regrouper d’autres hérésiarques idéologiques ”. Pourquoi à partir de 1988, le CIVD va-t-il se heurter à des résistances de plus en plus fortes de la part de l’institution, jusqu’à ce que celle-ci désire le faire disparaître ? Ce qui est devenu clair, c’est que les activités développées dans le cadre du CIVD amènent les étudiants à décoder le fonctionnement institutionnel et à réaliser des activités parallèles et indépendantes des instances formelles de l’université tout en utilisant l’infrastructure et parfois les conventions de l’institution officielle. Les étudiants à travers leur pratique de l’institution en découvrent les rouages et deviennent des acteurs sociaux à part entière dans le jeu institutionnel. Ils sont en mesure d’analyser ce qui s’y passe, d’en comprendre les enjeux, et peuvent donc devenir de potentiels contestataires difficilement contrôlables puisqu’ils représentent une force politique avec laquelle, en dernier ressort, il n’est pas possible de “ passer des accords ” comme cela arrive avec les syndicats étudiants par exemple. De plus, dans ce contexte, ce sont les étudiants étrangers qui occupent le devant de la scène. Or, la présence d’un nombre relativement élevé d’étrangers suscite chez certains acteurs de cette université une attitude de rejet. Sans doute qu’en introduisant de l’hétérogène et du complexe, ces étudiants “dérangent-ils”, créent-ils du malaise, peuvent-ils, dans certaines circonstances, représenter des obstacles.

Le déviant organisationnel, quant à lui, “ attaque de front - et non plus par l’intermédiaire de désaccords théoriques ou de comportements physiques anxigènes - le point où se rencontrent les problèmes les plus pratiques et matériels, d’une part, et, d’autre part, les questions les plus théoriques : l’organisation ” (op.cit, 1970 :282-283). Et que fait en réalité le CIVD ? D’une part, il attaque de front une question des plus “ sensibles ”, celle des étudiants étrangers, et cela de deux façons. Tout d’abord, il pose la question de la place qui leur est faite et du rôle et du statut qui est concédé à des particularités culturellement minoritaires. De plus, il produit un “ crash test ” sur la conscience même d’une institution qui se veut (s’est voulue?) différente. D’autre part, le CIVD interfère au niveau de l’organisation, puisqu’il met en question le centralisme et son pouvoir en donnant la parole et l’initiative à des agents de terrain dont le poids spécifique est quasiment nul sur la scène officielle de prise de décisions. Par conséquent, il renverse la logique même du système d’organisation perturbant ainsi la structure dominante du pouvoir et des relations traditionnelles.

Étant donné que dans les activités et l’expérience de CIVD coexistent les “ individus analyseurs ” (les étudiants étrangers comme acteurs sociaux), l’ “ événement analyseur ” (le conflit entre pouvoir officiel de Paris 8 et CIVD) et le “ dispositif analyseur ” (le CIVD, association de la loi 1901), selon la présentation de P.Ville (Ville, 2002 : 42), on peut soutenir qu’on a bien affaire à un cas d’analyseur selon la définition qu’en donne Lourau.

Il est également évident que le CIVD a dérangé (qui dérange) <sup>5</sup> le fonctionnement de Paris 8. Nous adhérons donc à ce que dit P.Ville : “ à la source de tout analyseur, il y a un

---

5 Le 30 novembre 2001 opération surprise : tentative par le responsable d’ACA (que l’on sait aussi responsable du service général) de déloger le CIVD de son local en changeant le canon de porte pour y installer à sa place deux associations. Répétition d’un scénario déjà connu (cf “ Le cambriolage autogéré ” <http://www.ipt.univ-paris8.fr/journal/>)

dérangement ou autrement dit : “ l’analyseur est un effet du dérangement ” et son corollaire : “ tout dérangement a un effet analyseur ” (op.cit., p.43). Par ailleurs, il ajoute que “ le but n’est pas de déranger pour déranger, il est de déranger pour comprendre et refonder, débloquer. ” Ce déblocage que suscite un esprit critique dérangeant, peut conduire à envisager de nouvelles voies de réflexion et d’action qui permettent la prise en charge de problèmes qui restaient sans solution (op.cit., p.46-47).

**L’enjeu entre une institution “ formelle ” (université) et une association “ autonome ” (CIVD) : le conflit entre le “ central ” et le “ local ”**

La description que l'on a faite du CIVD permet de porter un éclairage sur un contexte dans lequel sont entrés en conflit deux types d'institutions à vocation différente. D'une part, il s'agit d'une association autonome, le CIVD, et d'autre part, une institution formelle, l'Université.

Si l'on essaie de définir ce qui caractérise le CIVD, on peut avancer qu'il s'agit de fait d'une institution qui est simultanément *dans* et *hors* l'université. Elle est interne à l'université dans la mesure où elle est constituée de ses usagers - des étudiants, mais aussi des professeurs, des administratifs, etc. Elle est également externe puisqu'elle doit son existence à une loi (association régie par la loi 1901) dont la portée est beaucoup plus large que le simple cadre universitaire et son existence ne dépend pas d'une décision du pouvoir universitaire. De plus, ses visées sont spécifiques. Il s'agit d'une association qui s'est donné pour objectif de créer un espace d'expression et de parole à toutes les particularités qui se manifestent sur le terrain, sans restrictions ni présupposés (à condition que les valeurs démocratiques soient respectées). Par conséquent, le CIVD est en quelque sorte le lieu où se révèlent, se réalisent des désirs personnels ou collectifs qui se concrétisent en des projets qui pourraient difficilement trouver les moyens de voir le jour ailleurs.

D'autre part, l'université est une vaste institution "formelle". Au sein de cette institution, coexistent et s'affrontent différents courants de pensée, tendances politiques, ambitions individuelles parfois opposées. Ce qui est sans nul doute positif et cohérent étant donné sa vocation. Or, comme toute institution officielle qui agit sur la scène centrale du politique, du social et de l'économie, elle est destinée à faire des choix, opérer des consensus, développer des alliances, trouver des partenaires, privilégier des options et des orientations. Or, ce processus tant par sa logique intrinsèque que sa mise en œuvre, présuppose par définition la prise en compte ou le choix d'un courant majoritaire (voir dominant). Donc, par nature, elle tend à effacer tout signe "déviant" par rapport à ce qui devient le "programme", d'où le risque de frustration de ceux incarnant des particularités. Si, à cette situation, on ajoute le fait que ce choix n'est jamais neutre, on peut comprendre pourquoi ce qui représente le minoritaire peut facilement devenir l'exclu, y compris le marginal, et par conséquent on comprend comment ceux qui se reconnaissent dans cette catégorie de "déviant" peuvent être amenés, parfois, à développer un sentiment négatif, voir même agressif.

Ce clivage mériterait à chaque fois qu'il apparaît d'être analysé pour sortir de l'impasse. On sait cependant que la culture institutionnelle privilégie tout ce qui est dominant et développe une méfiance à l'égard de tout ce qui échappe au mécanisme central et prend l'apparence du "local". Or, la dialectique veut que quand le "local" se marginalise, il ne disparaisse pas pour autant. Au contraire il se donne les moyens de "déranger" (au sens que lui donne Patrice Ville) et de signaler sa présence au sein du pouvoir central, jusqu'à produire des situations de crise. Dans notre exemple, il est évident que le CIVD a été toléré, même accepté, jusqu'au moment où, en 1988, il est devenu trop "actif", a pris trop d'ampleur alors qu'il parvenait à préserver son autonomie par rapport au pouvoir central et a commencé à perturber

fortement ce pouvoir : il s'est mêlé d'un problème épineux et s'est interposé à une nouvelle politique que voulait mettre en place l'université concernant les étudiants étrangers. À partir de là, le CIVD a subi de sa part une offensive acharnée visant à sa dissolution. S'il a pu survivre malgré tout c'est à cause de deux facteurs. Premièrement, il est une réponse (parmi d'autres qui tarderaient à s'exprimer) à un besoin de lieu d'expression des différences, voire même d'expression tout court et de dialogue. Deuxièmement, c'est grâce à des instances internationales et des programmes inter- et/ou trans-nationaux dont la présence et le rôle ont modifié radicalement ce qui était perçu, jusque dans les années 90, comme une structure interne et de ce fait maîtrisable.

Quant au comportement de l'institution formelle (l'université), il n'a rien d'atypique. Celle-ci s'est trouvée confrontée à la présence et à l'opposition d'une association autonome au sein de son espace alors qu'elle n'avait jamais réellement souhaité son existence. Dans un premier temps, elle a essayé de se rapprocher et de récupérer le CIVD, sans résultat. Dès que celui-ci a pris de l'ampleur et qu'il est devenu très présent à l'université, y compris dans des domaines touchant directement à l'application d'une politique du pouvoir officiel, elle a changé radicalement sa position et son comportement. C'est à cette occasion que la guerre a été déclarée. D'une part, elle a essayé de détruire par asphyxie l'association autonome en lui interdisant ses activités auparavant admises, en supprimant toute aide financière et tentant de reprendre le local du CIVD d'une manière pour le moins cavalière. D'autre part, par la mise en place d'une association de nature similaire, ACA, mais officiellement contrôlée et s'arrogeant le droit de chapeauter toute association autonome, voire même de les faire disparaître (cf. annexes du rapport de l'atelier "Université de lieu de vie et de cultures" de Dora Abitbol et Ingolf Diener, novembre 1995). Rien d'étonnant à cela. On se trouve ici dans une situation bien connue et généralisable, à ceci près que cela s'est déroulé dans une institution qui s'est voulue dès ses origines "différente".

## **Conclusion**

Ce que nous avons tenté de démontrer à travers un exemple concret, c'est comment un analyseur, générateur de dérangement par définition, peut nous donner des éléments pour penser les difficultés inévitables qui apparaissent dans le rapport pouvoir central/réalité locale. L'enjeu se trouve donc dans le fait que le pouvoir central exprime toujours la tendance majoritaire (dominante). Par contre, la réalité locale comprend une multitude de différences qui peuvent s'exprimer relativement plus facilement à ce niveau-là. Cependant ceci n'est pas forcément souhaité au niveau du pouvoir central. Et quand les différences locales ne peuvent s'exprimer, un sentiment de mécontentement, parfois de colère ressort.

Ce qui nous paraît important, c'est le fait que le "central" a tendance à considérer que, du fait qu'il peut imposer sa volonté, il peut en même temps éliminer le "local". Or, il n'en est rien ! Les "laissés pour compte" un jour ou l'autre trouvent une façon de se manifester. Aujourd'hui, ils se sont exprimés par les urnes. Ne trouvant d'autres interlocuteurs, ils ont trouvé un Le Pen qui leur racontait ce qu'ils avaient envie d'entendre même si ses propos sont



des plus abjects.

Quand le local exprime un “ral’bol” par rapport au central, il y a crise. Henry Leffèvre pensait déjà que, si l’on n’exerçait pas la fonction critique, on allait vers la crise, “ crise (qui consiste à décrypter cette accumulation de tension (Krimen, c’est juger, décider mais aussi séparer) et, par la connaissance qui s’en suit, (à) développer progressivement les moyens de la surmonter, la dépasser” (Ville P. 2002). C’est souvent dans des moments de “crise”, de perturbations fortes, que l’on décode avec le plus d’acuité le fonctionnement de nos institutions. Cette notion de “dérangement” telle que l’entend Patrice Ville, n’étant jamais questionnée, l’université connaît régulièrement des situations “critiques”. La reprise en main par la force plutôt que par le débat démocratique (que l’on a connu une fois encore à l’occasion de la lutte des sans-papiers à Paris 8, il y a deux ans, N. Blondeau et Couëdel A 2002) repousse toujours à plus tard l’examen des problèmes de fond qui traversent la société: rapports nord/sud, villes/banlieues, cultures dominantes/cultures dominées. Autant de questions qui trouveraient sans doute des réponses plus satisfaisantes, du moins à Paris 8, si les étudiants français/étrangers, à l’occasion de leurs enseignements, pouvaient prendre part à des projets communs, ce qui contribuerait peut-être à relever certains défis de société. Il s’agit en fait, comme le dit Jacques Ardoino (Ardoino J. 2000), de développer une intelligence des contradictions et du conflit, c’est-à-dire “la reconnaissance d’une hétérogénéité, de la légitimité des différences entre les partenaires, tenant à leurs back-grounds respectifs (histoires, formations, expériences) et à leurs implications, ainsi qu’aux intérêts en fonction desquels ils se positionnent les uns par rapport aux autres”.

On terminera sur une note optimiste en reprenant à notre compte le texte de P. Ville :  
“ La crise se résout dans le cours de l’histoire. Elle est suivie par des tournants. L’après, dit-on, n’est plus comme l’avant (...) Après la crise, la société part dans une direction ou dans une autre, une option est prise, d’autres sont abandonnées (...) L’exercice critique permet d’intervenir, de conduire le cours de cette histoire. L’histoire n’est alors pas offerte au seul hasard. La fonction critique permet de participer à son écriture, comprendre, détecter, déminer, trouver d’autres issues, dégager des possibles (...) C’est par la fonction critique que les hommes font leur histoire (...)

Annie Couëdel  
Maître de Conférences au département Communication/FLE,  
Université Paris 8  
Georgos Stamelos,  
Maître de Conférences au département de Sciences de l’Education,  
Université de Patras

*Nos remerciements à Nicole Blondeau et Maurice Courtois pour leur lecture attentive et leurs remarques toujours pertinentes*

---

## Bibliographie

- Ardoino, Dubost, Lévy, Guattari, Lapassade, Lourau, Mendel (1980), *L'intervention institutionnelle*, Payot, Paris
- Ardoino, J. (2000), *Les avatars de l'éducation*, PUF, Collection Education et Formation
- Ardoino, J. et Lourau, R. (1994), *Les pédagogies institutionnelles*, PUF, Paris
- Blondeau, N. et Couëdel, A.
- (1997), " Un dispositif interculturel. La pédagogie de projet: insertion/intervention ", *Actes du colloque Communication interculturelle*, Irkoutsk, Russie
  - (2000) " Pédagogie de projet, journal de bord et appréhension de la diversité culturelle", *Dialogues et cultures n°44*, numéro préparatoire au X<sup>ème</sup> congrès de la FIPF
  - (2002) De la critique en éducation, *Pratiques de Formation (analyse Formation permanente de Paris*
- Biquart, A. et M.-J. (1985), "Le Centre Interculturel de Paris-Vincennes à Saint-Denis : une expérience pilote", *L'interculturel en éducation et en sciences humaines, Actes du colloque de Toulouse Le Mirail*
- Couëdel, A. et Selva L. (1987), " De nouvelles frontières pour un enseignement de la langue ", *Etudiants étrangers, Dialogues n° 16*
- Couëdel, A., Courtois, M., Daghari, O. M. (1988), " Cultures/pédagogie/politique ", *Les cahiers du SEITAR*
- Couëdel, A., Blondeau N. et Kalentieva, T. (2000) " Interculturalité et lien social. Un dispositif de rencontres internationales : "Le Triangle de l'Ecumeur", *Dialogues et cultures n°45, De la diversité culturelle*, X<sup>ème</sup> congrès de la FIPF
- Lebfevre, H. (1962), *Critique de la vie quotidienne I et II*, L'arche, Paris
- Lobrot, M. (1975), *La pédagogie institutionnelle. L'école vers l'autogestion*, Gauthier-villars
- Lourau R.
- (1970), *L'analyse institutionnelle*, Les éditions de Minuit, Paris
  - (1997), *La clé des champs. Une introduction à l'analyse institutionnelle*, Paris, Anthropos
- Vasquez, A. et Oury, F. (1971), *De la classe coopérative à la pédagogie institutionnelle*, I et II, Maspéro
- Ville, P. (2002) : " Ca vaut le dérangement " De la critique en Education, *Pratiques de Formation (analyses), Formation permanente de Paris 8*